

## Kosovo : violent démantèlement d'une barricade serbe

Ce lundi matin (28/11), une nouvelle fois, la KFOR, force sous commandement OTAN, a eu recours à la violence pour démanteler une barricade dans le nord du Kosovo, blessant plusieurs dizaines de Serbes qui la défendaient. Pour rappel, ces barricades ont été érigées pour protester - et pour rendre inefficace - le déploiement de douaniers albanais dans le Nord du Kosovo - majoritairement peuplé de Serbes - et le reste de la Serbie. Le plus étonnant n'est pas cette nouvelle action musclée de la KFOR - son chef, le général allemand Erhard Drews, avait prévenu vendredi qu'il y aurait une "escalade de la violence" -, mais la manière dont elle est rapportée dans les médias.

Pour se limiter à la presse francophone, qui se base sur des dépêches AFP, seuls les blessés côté KFOR ont droit de cité. Selon un porte-parole de la force de l'OTAN, deux soldats auraient été blessés avec des "armes à feu légères" (certaines dépêches parlent même de 8 blessés). Seule Euronews est un peu moins partielle et fait état de blessés parmi les civils serbes.

Il faut se rapporter aux médias locaux pour avoir une vue un peu plus réaliste de la situation, à condition de connaître le serbe ou l'anglais. Là, on parle de 30 à 50 Serbes blessés, dont certains grièvement. On y apprend qu'un porte-parole de la KFOR a démenti l'affirmation de son collègue et affirmait qu'il n'y aurait aucun blessé dans ses rangs ; que les Serbes nient avec virulence tout usage d'arme à feu ; et aussi que les ondes GSM sont brouillées dans la région. Pour tenter d'empêcher la mobilisation de la population ou pour étouffer une autre version des événements ? (G.B.)

## Irak : Qui disait que l'OTAN n'a pas participé à la guerre en Irak ?!

*Le secrétaire général de l'OTAN annonce la fin de la mission OTAN de formation (NTM-I).*

« Le Conseil de l'Atlantique Nord a décidé d'entamer le retrait permanent du personnel de la mission OTAN de formation en Irak (NTM-I) à partir du 31 décembre 2011, date à laquelle l'actuel mandat de la mission viendra à expiration. Il n'a pas été possible de trouver un accord sur la prolongation de ce programme, qui a porté ses fruits, en dépit d'après négociations qui ont duré plusieurs semaines. L'OTAN est fermement résolue à maintenir son partenariat et ses relations politiques avec l'Irak, dans le contexte de l'actuel Cadre de coopération structurée. La mission OTAN de formation en Irak, qui a débuté en 2004 à la demande des autorités irakiennes, a été un succès. Nos formateurs peuvent être très fiers de ce qu'ils ont accompli au cours de ces sept années : ils ont contribué à renforcer la capacité de sécurité de l'Irak, et ont aidé ce pays à développer une force de sécurité multiethnique, et plus stable à long terme. Depuis 2004, la NTM I a formé plus de 5 000 militaires et plus de 10 000 policiers en Irak ; elle a permis à plus de 2 000 autres personnes de participer à des stages organisés dans les pays alliés, et a fourni pour plus de 115 millions d'euros de matériel militaire ainsi que des fonds d'un montant total de 17,7 millions d'euros, versés au titre de fonds d'affectation spéciale par les 28 pays membres de l'OTAN et destinés à l'entraînement et à la formation dans des installations de l'Alliance ». (11.12.2011 – sur le site [www.nato.int](http://www.nato.int)).

Ce communiqué est très révélateur : en premier lieu, il témoigne de l'échec magistral de la Coalition US-GB qui a fait la guerre contre l'Irak et celui de l'Otan qui a servi d'encadrement d'une soi-disant « armée nationale irakienne ». Malgré un engagement militaire et financier colossal pendant des années, ils ne sont pas parvenus à imposer l'ordre impérial en Irak. En deuxième lieu, il ressort de ce communiqué que la participation de l'OTAN à la guerre était très importante, tant en fourniture de militaires, que de matériel et de moyens financiers. Enfin, le communiqué n'explique pas comment l'OTAN va, à la fois, mettre fin à sa mission... et renforcer son partenariat avec le gouvernement irakien. (C.P.)

### Ont collaboré à ce numéro :

Georges Berghezan  
Carla Goffi  
Roland Marounek  
Macha Piérart  
Claudine Pôlet  
Georges Spriet  
Ria Verjauw

### Mailing list ALERTE OTAN

Le CSO anime une liste de diffusion publiant régulièrement des informations et des analyses concernant l'Otan, et à laquelle vous pouvez contribuer

Pour s'inscrire, il suffit d'envoyer un e-mail vide à l'adresse

[alerte\\_otan-subscribe@yahoogroupes.fr](mailto:alerte_otan-subscribe@yahoogroupes.fr)

# ALERTE OTAN !

Bulletin trimestriel  
du Comité de surveillance OTAN

Numéro 44 Octobre-Novembre-Décembre 2011

EDITORIAL

## Nouveau gouvernement en Belgique, Vieille Politique d'allégeance à l'Otan



"Eparçons sur les bombes, austérité sur la guerre" banderole de la CNAPO à la manifestation du 2 décembre

« Grâce à la Libye, on écoute la Belgique à l'Otan ». « Nous avons évité les dégâts collatéraux ». « Nous sommes plutôt fiers des résultats obtenus ». Telles étaient les affirmations du nouveau Ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, à la radio RTL.

Depuis le 31 octobre, jour où l'Otan a cessé ses bombardements, la Libye a disparu de nos écrans de télévision et des pages de nos journaux : mission accomplie. Il ne se passe plus rien en Libye, et la Belgique a gagné des galons grâce au zèle dont elle a fait preuve pendant 7 mois avec ses 6 chasseurs bombardiers F-16, ses 450 missions offensives et le travail d'un chasseur de mines en Méditerranée.

Il n'y a vraiment pas de quoi être fiers. Le bilan de la guerre de l'Otan contre la Libye n'est même pas abordé, alors que des voix s'élèvent de plus en plus, partout dans le monde, pour que l'ONU fasse au moins une enquête sur l'ampleur des destructions, des morts de civils et des dégâts « collatéraux » réels ainsi que sur le rôle direct de l'Otan dans l'assassinat de Mouammar Kadhafi.

La déclaration gouvernementale rappelle l'adhésion au principe de « responsabilité de protéger » et la nécessité d'un mandat de l'ONU pour participer à une action militaire, mais elle met en premier lieu son engagement total pour toute future guerre de l'Otan. On a vu aussi comment on peut interpréter une résolution de l'ONU, en fonction de certains intérêts. Et comment l'ONU est reléguée au rang de simple « partenaire » de l'Otan qui a pris les commandes des interventions militaires, en Afghanistan et en Libye.

Suite de l'édito page 2

Belgique - België  
P.P.  
1050 Bruxelles 5  
117024  
P 301185

Prix de vente 1€

Editeur Responsable  
M.Poznanski: rue des Cultivateurs, 62  
1040 Bruxelles  
Tél & fax : 02 511 63 10  
[www.csotan.org](http://www.csotan.org)  
[info@csotan.org](mailto:info@csotan.org)  
Pour soutien:  
Cpte n° BE94 0682 4474 9114

### Sommaire

Libye : « Nous sommes fiers des résultats obtenus... »  
Page 2

L'Otan en Afghanistan  
Le Plan de Petersberg II :  
Comment faire semblant de partir pour mieux rester après 2014.  
Page 3

Appel  
Pas de nouvelle guerre au Moyen Orient!  
Page 4

Libye, Syrie, Iran...  
Du Meilleurs des Mondes Démocratiques à la Guerre Mondiale  
Page 5

La Sardaigne, poubelle de l'Otan et du complexe militaro-industriel  
Page 7

Le Bouclier antimissiles se construit - suite et pas fin  
Page 9

Lettre ouverte sur les plans de l'Otan de défense antimissile et sur le risque d'une guerre nucléaire  
Page 10



Photo de la page d'accueil du site de notre nouveau Ministre des Affaires Étrangères : Tout un programme

nous préférierions que cette Belgique-là soit tout à fait inaudible. Certes, on écoute cette Belgique à l'Otan. Mais ce n'est pas la voix de la population belge qu'on écoute.

(suite de l'édito de la page 1)

L'Otan vient d'ailleurs de conforter sa décision de rester en Afghanistan, au moins jusqu'en 2024. La soi-disant stratégie de sortie des forces belges de ce pays d'ici 2014 annoncée par notre gouvernement est purement déclamatoire. Il en va de même pour les questions de désarmement nucléaire. Le retrait des bombes nucléaires stationnées à Kleine Brogel n'est même pas mentionné. Aucune référence non plus au bouclier antimissiles en train de se déployer dans toute l'Europe sous l'égide de l'Otan et pour la construction duquel la Belgique avait déjà promis quelques millions d'euros.

S'il faut, pour que "la Belgique soit écoutée", montrer que sa "défense" bombarde des pays du Tiers-Monde,

## Libye : « Nous sommes plutôt fiers des résultats obtenus ... »



Syrte, après la libération par les bombes de l'Otan

« Les volontaires qui récupèrent les morts dans les ruines de Syrte n'en finissent pas. Ils continuent de découvrir des dizaines de cadavres. "On a enterré plus de 500 corps depuis dimanche dernier, et on continue à en trouver à travers la ville. La plupart sont des combattants, je pense, mais je ne suis pas sûr", a affirmé l'un des volontaires. Dans le centre de la ville, des membres de l'association libyenne Djebel Al-Akhdar ont annoncé que "plus de 50 corps" de civils étaient sous les débris d'un immeuble détruit par une frappe aérienne de l'Otan. » (Afrik.com, 29 oct.)

« "On a déjà évacué tellement [de cadavres], je ne sais pas combien... Des centaines, des milliers...", dit un "nettoyeur" de l'ONG libyenne Tabiya. Plus on s'approche du centre, plus la dévastation est grande. Pas un bâtiment épargné par les tirs, la chaussée est jonchée de douilles. Aucune vitre n'est intacte. Tous les magasins sont fermés, et il n'y a pas de trace des

dizaines de milliers d'habitants de la ville. De temps à autre, une odeur de cadavre en putréfaction empuantit l'atmosphère » (Cadavres et dévastation dans la ville fantôme de Syrte, AFP – 23 oct.)

« Il y a eu surtout la terreur des bombardements. Je peux vous dire qu'il y a eu plusieurs morts, même si je n'en connais pas le nombre parce que lors des frappes aériennes, les avions ont raté quelques fois leurs cibles pour atteindre les maisons. » « [...] il y a eu des débordements avec ce pilonnage continu de 4h30 à 9 heures le matin. Sur un rayon de deux à trois kilomètres, j'ai vu des maisons effondrées, y compris des immeubles. » (Témoignages d'Africains bloqués à Sheba, sud libyen, bombardée par l'Otan - State, 5 avril 2011)

« La minorité tawergha, à la peau foncée – d'anciens esclaves amenés en Libye aux 18 et 19<sup>e</sup> siècles – habitait jusqu'à récemment la ville côtière du même nom. Maintenant que les rebelles sont au pouvoir, les Tawergha sont aux abois. Leur ville est vide, les portes enfoncées et les maisons incendiées. Le panneau qui mène à la ville indique désormais New Misrata et la population a reçu l'ordre de ne pas revenir. (...) Chacun a une histoire à dire sur un père, un fils ou un frère, morts ou en prison. (...) Dans un coin du sombre vestiaire où ils vivent, une petite fille pleure la mort de son père qui a été battu sous ses yeux. Une autre jeune femme rapporte des histoires de détenus tawergha recevant des chocs électriques, des jets d'eau froide ou brûlés à coup de cigarettes par les révolutionnaires de Misrata qui les retenaient prisonniers. » (IRIN, 15 décembre)

« En proie à une militarisation quasi "somalienne", à un retour inquiétant vers des identités claniques, tribales ou religieuses, la société libyenne est aussi exposée à des influences étrangères rarement désintéressées (...) La semaine dernière, le Conseil local de Tripoli a demandé aux milices de quitter la capitale avant le 20 décembre. Ultimatum que le Premier ministre a refusé d'endosser. "La question du désarmement des milices, a-t-il admis, est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît." Résignation alarmante mais lucide. Samedi, deux groupes armés s'affrontaient encore au canon près de l'aéroport de Tripoli » (Nouvel Obs, 15 décembre.)

« C'est un chapitre dont l'histoire du Conseil de sécurité se souviendra avec fierté... », s'est enorgueilli la représentante américaine à l'ONU, Susan Rice. (RFI, 29 octobre 2011)

(Suite de la page 7)

Ces certificats n'ont pas convaincu le Procureur-enquêteur. Vu la gravité de la situation, il a délivré, au début du mois de novembre dernier, un avis d'inculpation pour faux d'actes publics aux personnes responsables de cette étude et au commandant de la base qui les a "traficotés". D'autres scientifiques italiens 'indépendants' se sont rendus sur place afin d'y exécuter leurs propres analyses. On a déjà trouvé, dans l'eau et dans le sol, une grande quantité de thorium, du tungstène, du césium, de l'arsenic, tous métaux lourds qui, au dire d'un scientifique de Turin, ne peuvent apparaître que grâce à une combustion très élevée comme celle occasionnée par l'explosion d'armes à uranium appauvri. Le même scientifique a d'ailleurs trouvé des traces d'uranium dans les os d'un agneau mort d'une malformation génétique. On attend les résultats d'analyses du même genre effectuées sur les cadavres exhumés de bergers décédés de cancer.

Au fur et à mesure que l'enquête avance, les langues se délient. Des vétérinaires ont fait état, dans leur rapport, du fait qu'environ 60% des bergers qui vivent et élèvent leur bétail à proximité ou à l'intérieur du polygone ont contracté divers cancers. Un militaire, maintenant retraité, a témoigné devant les enquêteurs que, de son temps et pendant des années on a fait exploser environ 800 kg d'explosifs par jour, après avoir creusé des trous de 30 x 30 m. Ces explosions délivraient dans l'atmosphère des nuages noirs et blancs qui arrivaient jusqu'aux villages voisins, poussés par le vent qui y souffle sans arrêt. Dans ces trous, se déposait l'eau de pluie qui servait à abreuver le bétail et, ensuite, pénétrait dans les cours d'eau souterrains. Il a aussi affirmé que les explosions pour détruire les armements duraient une vingtaine de jours par mois, et cela pendant plusieurs mois consécutifs. Pendant les explosions, lui et son collègue devaient se réfugier à l'intérieur des camions. Ce collègue est mort de cancer quelques années après. La même procédure avait lieu à Capo Frasca (un terrain d'exercices militaires, plus au sud de la Sardaigne) où il s'est ensuite rendu. On y compte aussi beaucoup de militaires et de travailleurs civils décédés de cancers.

Sur base de son témoignage, le procureur prend maintenant de plus en plus en considération le fait que la nappe phréatique qui alimente la conduite d'eau potable des villages et villes environnantes a été probablement atteinte. Un autre ex-militaire a affirmé que, entre les années 1986 et 2004, on a lancé quelque 1180 missiles Milan (à tête au thorium). Chaque jour, de nouveaux témoignages apportent des nouvelles de plus en plus inquiétantes faisant apparaître un véritable désastre probablement irréparable du point de vue humain, mais aussi environnemental : les géologues concluent à l'impossibilité de remettre le sol en état. Mais les militaires et le ministère de la défense italien, continuent de nier. La santé des gens coûte cher, alors que l'armement rapporte énormément !

Toutes ces constatations devraient être replacées dans le cadre réflexif plus vaste, comme celui de la militarisation de la Méditerranée par l'Otan à des fins stratégiques, l'intérêt financier du complexe-militaro industriel, le déficit démocratique (secret d'état, mépris des populations locales etc.), le contrôle de la population civile et plus précisément des migrants, la corruption, le mépris de l'environnement, le manque de vision politique à long terme, la loi du profit, les préparatifs actuels des guerres futures et le maintien des guerres actuelles (Afghanistan) . Tant de sujets que nos mouvements de paix ne cessent d'aborder... Jusqu'à quand ?...

Carla Goffi et Ria Verjauw

**ALERTE OTAN ne vit que par la volonté de ses sympathisants**  
**Nous comptons toujours sur votre soutien financier, si minime soit-il.**  
**Vous trouverez ci-joint un bulletin de versement. Merci déjà de votre sympathie.**  
**Cpte n° BE94 0682 4474 9114**  
**du Comité de Surveillance Otan**

(Suite de la page 9)

impact négatif sur la dissuasion nucléaire russe, c'est à dire que le bouclier serait capable d'intercepter certains des missiles balistiques russes. Washington continue à déclarer que le bouclier n'est pas dirigé contre la Russie mais contre des attaques éventuelles de l'Iran.

Dans le préambule de l'accord de réduction d'armes nucléaires (New START) du 8 avril 2010 Washington et Moscou reconnaissent qu'il existe un « rapport entre les armes stratégiques offensives et les armes stratégiques défensives, que ce rapport devient plus important avec la diminution du nombre d'armes et que les actuelles armes stratégiques défensives ne minent pas l'effectivité des armes stratégiques offensives des deux parties du traité ». La grille de lecture utilisée n'est donc pas « l'intention » mais bien la capacité et le « nombre ».

L'augmentation considérable du nombre d'intercepteurs prévu dans l'approche adaptative phasée, combinée avec le système antimissile GMD *Ground-Based Mid-course*, déployé en Alaska et en Californie, confronterait la Russie avec des centaines d'intercepteurs, nombre suffisant pour alarmer les leaders russes politiques et militaires. Même si l'Occident n'a pas l'intention d'utiliser le bouclier contre la Russie, dans ses phases de développement futures il aura une certaine capacité inhérente contre les forces stratégiques russes. Le ministre russe des Affaires étrangères, Lavrov, ne cesse de répéter que les projets du bouclier ne peuvent rompre la parité.

Voilà pourquoi Moscou recherche un maximum de garanties écrites et légales que le bouclier n'est pas dirigé contre la Russie, mais Washington ne veut pas mettre ces promesses orales sur papier. La mise en œuvre des phases prévues par l'Occident en Turquie, en Roumanie et en Espagne, au moment où les pourparlers entre les deux grandes puissances nucléaires sont au point mort, rend le Kremlin nerveux. Les pourparlers entre l'Otan et la Russie sur le bouclier se heurtent sur le point du niveau de cogérance du système. « Si les négociations n'ont pas de résultat, nous déplacerons nos systèmes d'armements offensifs avancés près des frontières avec l'Europe en réponse au bouclier planifié », annonçait le président Medvedev.

L'absence d'un accord général de non-recours à la 'première frappe' (*first strike*) et la décision d'installer un bouclier antimissiles sans les garanties recherchées par la Russie, est un développement qui pourra rapidement mener à une déstabilisation globale. D'autant plus que l'Occident a su accumuler un avantage militaire énorme depuis la fin de la Guerre Froide et a maintenant amplement montré sa volonté d'utiliser cette force.

Il est important de reconnaître que le bouclier constitue un élément crucial pour arrêter une riposte d'un ennemi affaibli après une 'première frappe', et que potentiellement le bouclier fait partie d'une politique d'attaques nucléaires. En négligeant l'importance de ce fait, nos dirigeants politiques créent des nouvelles tensions dangereuses dans un monde de plus en plus déstabilisé..

Georges Spriet



Manifestation à Bonn le 2 décembre pour le retrait des troupes d'Afghanistan

(Suite de la page 3)

Mais elle se « remboursera » très largement grâce aux diktats économiques qui seront imposés à la population afghane : tout en déclarant le droit de l'Afghanistan à sa souveraineté et à son indépendance, elle décide que l'économie de marché

sera la règle, que le secteur privé sera le roi, et que les multinationales se verront dérouler un tapis rouge pour exploiter un secteur minier très prometteur et contrôler le transport du gaz et les voies de passage commerciales, sans oublier que le secteur agricole devra s'orienter vers l'exportation et pas vers la satisfaction des besoins alimentaires de la population afghane.

Mais le plus significatif, c'est le constat fait par la Conférence de Bonn que « la menace principale pour la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan reste le terrorisme et l'extrémisme, et que celui-ci met en danger la paix tant régionale que globale ». Des représentants de l'État-major de l'Otan à la conférence ont même considéré comme un grand succès le fait, qu'après 10 ans de guerre et d'occupation militaire de l'Afghanis-

tan, « un quart de la population peut se sentir en sécurité ».

Le Pakistan a d'ailleurs refusé de venir à Bonn. A la veille de la Conférence, une attaque aérienne de l'Otan a tué 23 militaires pakistanais, en territoire pakistanais et en sachant bien que les cibles n'étaient pas des « terroristes talibans ». Des F-16 belges auraient participé à ce raid meurtrier, comme le dénonçait l'ambassadeur du Pakistan à Bruxelles.

Où est la stratégie de sortie ? En affirmant que « le terrorisme » reste une menace essentielle, tant régionale que globale, l'Otan s'arroge le droit de rester massivement en Afghanistan après 2014 et, en outre, d'agresser le Pakistan voisin. Il s'agit vraiment d'un faux départ. L'ISAF ne va pas se « dissoudre », mais changer d'étiquette comme cela s'est déjà fait en Yougoslavie. L'Otan ne va pas se retirer, mais instaurer un nouveau partenariat avec le gouvernement de Karzai ou un successeur présentant des mains plus propres.

L'Otan continue à étendre ses tentacules dans toute cette région de l'Asie pour, entre autres, menacer l'Iran et encercler la Chine et la Russie. Et même si certaines troupes, comme annoncé par la France, l'Allemagne et aussi la Belgique, pourraient se retirer de certaines opérations de combat, nos gouvernements continuent à participer globalement à cette politique de guerre de l'Otan.

Claudine Pôlet

## L'Otan en Afghanistan

### Le Plan de Petersberg II : Comment faire semblant de partir pour mieux rester après 2014

Tandis que le gouvernement belge déclarait bien fort que les forces armées belges quitteront l'Afghanistan en 2014, des représentants du même gouvernement participaient au début décembre 2011, à la « Conférence de Bonn » qui a dessiné le plan pour rester en Afghanistan, au moins dix ans de plus. Ce plan devrait être approuvé lors du prochain Sommet de l'Otan à Chicago en mars 2012. Cette conférence s'est appelée Petersberg II, en référence à celle qui s'était tenue en 2001 au même endroit pour imposer Karzai comme chef du gouvernement après le renversement des Talibans et l'occupation de l'Afghanistan par les Etats-Unis.

« Petersberg II » réunissait

- 85 Etats - appelés une fois de plus la « communauté internationale »,
- 15 « Organisations Internationales » – parmi lesquelles... l'ONU ! –
- et... l'Afghanistan – avec le même Karzai en vedette.

L'ONU est présentée comme une « organisation internationale » parmi d'autres, alors que c'est elle qui devrait être au centre des décisions concernant la fin ou la poursuite de la guerre en Afghanistan. L'Otan est aussi présentée comme une « organisation internationale » parmi d'autres, alors que dans la réalité de la guerre, c'est elle qui commande les énormes forces militaires internationales engagées en Afghanistan.

Les 1.000 délégués présents à Bonn ont ainsi conclu un nouveau pacte, baptisé « *Partenariat Historique : ce partenariat renouvelé entre l'Afghanistan et la Communauté Internationale comprend de fermes engagements mutuels dans le domaine de la gouvernance, sécurité, processus de paix, développement économique et social et coopération régionale* ».

Le document final porte le titre : « *L'Afghanistan et la Communauté Internationale : de la Transition à la Décade de la Transformation* ».

**Les points les plus importants sont :**

- Le soutien à la reconstruction institutionnelle de l'Afghanistan, unissant démocratie + gouvernement islamique ; la nécessité d'une solution politique pour atteindre la paix et la sécurité ; cela passe par des négociations et la réconciliation des forces afghanes en conflit et par un soutien régional à ce processus.
- Les PRT (Equipes de reconstruction provinciales) seront dissoutes au fur et à mesure de la possibilité de remplacer les militaires Otan par des forces afghanes de sécurité.
- Poursuivre le retrait graduel et responsable de l'ISAF jusqu'à son aboutissement complet à la fin de 2014. Les Forces de la Sécurité Nationale Afghane

(ANSF) continueront à recevoir le soutien de la Communauté Internationale en matière d'entraînement, d'équipement, financement et de développement des capacités, après la fin de la période de Transition. En particulier, le financement international sera assuré, mais diminuera en fonction de la progression des capacités financières de l'Afghanistan.

- Cependant, la menace principale pour la sécurité et la stabilité de l'Afghanistan reste le terrorisme et l'extrémisme, qui met en danger la paix et la sécurité régionale et globale. Il faut reconnaître l'existence d'une dimension régionale du terrorisme et de l'extrémisme et des sanctuaires pour les terroristes et souhaiter à ce propos une coopération régionale sincère et sérieuse.
- Concernant le « développement économique et social », la Communauté Internationale apportera son soutien dans les domaines de l'administration publique, l'état de droit, l'éducation, la santé, l'agriculture, l'énergie, l'infrastructure, la création d'emplois.
- L'économie de marché doit être la règle. La Communauté Internationale continuera pendant la prochaine décennie à compenser les dépenses de l'Afghanistan relatives à la sécurité. Le progrès économique dépendra essentiellement du développement des secteurs productifs. En agriculture, l'économie sera basée sur l'exportation. On souligne l'importance des investisseurs internationaux qui s'intéressent au secteur minier et l'importance du développement d'un secteur compétitif de services et un système financier stable. Le potentiel économique de l'Afghanistan sera activé prioritairement par les investissements privés, nationaux et internationaux.
- Un rôle central est dévolu à l'Afghanistan pour faire le lien entre Asie du Sud, Centrale, Eurasie et Moyen Orient. Importance des projets régionaux tels que le pipeline gazier, les chemins de fer et autres. « *Après la Transition, vient la Décade de la Transformation* ».

**Cette Conférence de Bonn n'avait donc rien d'anodin.**

Les 140.000 militaires sous commandement Otan et états-unien se retireront progressivement, mais ce ne sera pas sans laisser des forces très importantes sur place : on ne connaît pas le nombre de bases en train de se construire et de se renforcer, elles font l'objet d'accords secrets avec le gouvernement de Karzai. L'encadrement par l'Otan de la pléthorique armée afghane – on cite le chiffre de 400.000 militaires - restera massif. Les milices de sécurité privées, surtout US, se comptent par dizaines de milliers. La dite « communauté internationale » continuera à financer et à fournir les capacités militaires afghanes pendant au moins dix ans après 2014.

(Suite page 10)

## Appel

# Pas de nouvelle guerre au Moyen Orient

Dans les cercles politiques occidentaux on parle ouvertement d'une possible intervention militaire en réaction aux violences en Syrie et/ou aux supposées ambitions d'armement nucléaire de l'Iran. Les deux pays ont déjà subi une batterie de sanctions.

La France, qui est, ces dernières années, le plus important fournisseur européen d'armes vers les régimes autoritaires arabes, plaide pour "une zone sûre pour la protection des citoyens" en Syrie et n'exclut pas différentes formes d'interventions militaires. Sur indication des Etats-Unis, la Turquie, qui elle-même ne se préoccupe pas beaucoup des droits humains de ses opposants, joue un rôle d'entraîneur pour mettre la pression sur la Syrie. Selon des avis non confirmés, des opposants seraient armés par des pays extérieurs, ce qui ne peut qu'aggraver le conflit.

Le gouvernement israélien menace l'Iran d'actions militaires, soutenu en cela par une partie des autorités politiques à Washington. Israël est elle-même une puissance nucléaire - contrairement à l'Iran, et refuse de signer le Traité de Non Prolifération. Le dernier rapport de l'AIEA n'apporte toujours pas de preuve que l'Iran développe un programme pour construire des armes nucléaires.

Il y a un lien entre les façons de considérer l'Iran et la Syrie: la recherche d'un changement de régime en Syrie correspond à l'agenda israélo-américain d'affaiblissement du régime iranien. Et bien sûr, des intérêts économiques et géostratégiques ne sont pas loin.

Il est certain qu'une intervention militaire contre ces deux pays aurait des conséquences extrêmement déstabilisantes pour toute la région: Liban, Palestine, Irak. Après l'Afghanistan, l'Irak et la Libye, tout doit être fait pour éviter une nouvelle guerre au Moyen Orient.

### Les organisations signataires

- s'élèvent contre toute intervention militaire contre la Syrie et l'Iran et contre des sanctions, dont les populations sont les premières victimes
- condamnent les actions étrangères pour déstabiliser ces pays, notamment en armant l'opposition
- considèrent que le peuple, en Syrie et en Iran, a le droit de vivre en paix et en démocratie et à voir respecter les droits de l'homme
- condamnent toute action violente contre des citoyens désarmés qui manifestent pacifiquement
- demandent qu'un sérieux travail de médiation et de dialogue soit entrepris, comme proposé par exemple par les pays de l'ALBA et les BRICS
- demandent que tout soit mis en œuvre pour mener à bien la Conférence pour un Moyen Orient sans armes nucléaires (Finlande, 2012), afin que la Résolution de 1995 soit enfin appliquée.

### Organisations signataires à ce jour (27 décembre):

VREDE  
INTAL  
Vredesactie  
CSO

## Le Bouclier anti-missiles se construit – suite et pas fin

*Cet article fait suite à celui paru dans Alerte Otan n°41\**

**Avancements dans la première phase de l'approche adaptative phasée qu'avait prévue le Pentagone et qui fut acceptée par l'Otan à Lisbonne en novembre 2010**

En septembre 2009, Obama avait déjà changé les plans du bouclier de son prédécesseur G.W.Bush en modifiant l'objectif fondamental qui était la défense continentale des États Unis pour un effort immédiat afin de défendre l'Europe et le Moyen-Orient contre des attaques de missiles. Cette modification devrait rassurer les Russes et les alliés européens qui ne voulaient pas de frictions avec Moscou sur ce sujet.

Pour réaliser ce changement, le Pentagone avait développé l'approche adaptative phasée du bouclier pour l'Europe. Dans la première phase (à partir de 2011), Washington déploiera des systèmes antimissiles assurés, entre autres le système d'armement Aegis basé sur mer, des intercepteurs SM-3, des capteurs comme le Army Navy/Transportable Radar Surveillance System.

Par un accord entre les États Unis et la Roumanie, un total de 24 intercepteurs SM-3 seront déployés dans une ancienne base aérienne dans le sud du pays qui hébergera un maximum de 500 militaires américains. On parle aussi des croiseurs américains dans la Mer Noire devant les côtes roumaines.

### La Turquie

Début septembre 2011, la Turquie a officiellement accepté d'héberger un radar du bouclier antimissile sur son territoire, probablement dans les environs du lac Van dans le sud-est du pays. Cet emplacement devrait rassurer la Russie vu que la plupart des missiles russes sont localisés dans le nord-ouest du pays et en Sibérie. Le radar sera connecté avec les bâtiments de guerre de l'Otan dans la Méditerranée, qui sont équipés d'intercepteurs capables de détruire un missile attaquant avant qu'il n'atteigne son but programmé. On estime qu'il s'agit du radar X-band AN/TPY-2 qui fait partie du système THAAD conçu pour intercepter des missiles de portée moyenne à haute altitude, même dans l'espace. La distance opérationnelle du radar serait d'environ 1000km. Le radar peut jouer le rôle de point d'observation pour la détection précoce d'un lancement et le parcours d'un missile. Le radar serait géré par le centre de contrôle de l'Otan en Allemagne, mais la Turquie pourrait partager les informations.

Une question politique importante est : quel rôle le radar en Turquie jouera-t-il dans la défense d'Israël ? Ce pays dispose déjà d'un système antimissile dans le désert du Neguev, où un contingent militaire américain contrôle un même type de radar et des intercepteurs « Patriot ». La Turquie est fort inquiète des risques de nouvelles tensions régionales et ne veut pas d'intégration des deux radars. En outre, les relations militaires entre la Turquie et Israël se sont détériorées après l'attaque israélienne contre la flottille de paix.

Selon la presse américaine, cependant, aucune garantie n'a été donnée au gouvernement turc sur ce plan.

C'est le centre de contrôle en Allemagne et le Pentagone qui décident : le fonctionnement du système de bouclier est basé sur la circulation rapide de l'information. Imaginons une attaque surprise israélienne sur l'Iran et une riposte de Téhéran, la présence en Israël des militaires américains exigerait une solidarité des alliés : dans ce cas chaque élément de la machinerie militaire sera utilisé, indépendamment de ce que les dirigeants turcs en pensent ?

### L'Espagne

Début octobre 2011, l'administration Obama et le gouvernement espagnol se sont mis d'accord pour baser 4 croiseurs Aegis à partir de 2013 dans la base navale de Rota, comme partie du bouclier antimissile pour protéger l'Europe d'une attaque nucléaire éventuelle de l'Iran. Ces quatre bateaux seront accompagnés par 1200 militaires et 100 civils, qui viennent s'ajouter au contingent américain déjà en place à Rota. Bien que les conditions de cette présence des militaires étrangers doivent encore être arrêtées, le gouvernement Zapatero a donné déjà son accord. Ceci pour donner au Pentagone la possibilité de demander de son côté les fonds nécessaires pour le déploiement. Le parlement espagnol actuel est dissous pour les élections.

La base navale de Rota se trouve à une centaine de km au nord-ouest de Gibraltar et sert, depuis le début des années 1950, comme principale base outre-mer pour la US Navy. Le plan aidera également à maintenir une continue présence navale américaine dans la Méditerranée et l'Atlantique oriental. Rappelons-nous que USS Monterrey en Méditerranée, un croiseur de guerre équipé de radar avancé et de missiles guidés, opère déjà dans la Méditerranée depuis 7 mois. Le centre d'opérations aériennes de l'Otan à Torrejon (Madrid) sera également intégré dans le système de commande du bouclier. Il n'est pas prévu que les quatre navires de guerre (F-100) espagnols dotés du système Aegis s'intégreront dans le dispositif otanien.

Outre la Pologne, la Roumanie et la Turquie, d'autres pays ont offert leurs bons offices pour le bouclier: la Hollande propose ses radars installés sur ses propres frégates, et la France pense contribuer avec des capteurs et des satellites.

Le flanc sud de l'Europe devrait ainsi être couvert contre des attaques venant du Moyen-Orient avec cette phase réalisée du bouclier otanien: le radar en Turquie, les intercepteurs en Roumanie, le système d'armement Aegis sur les bateaux américains dans la Méditerranée.

### La Russie

La Russie se montrait bien nerveuse en estimant que ce dernier développement autour de Rota est un nouveau pas non-concerté et unilatéral qui tourne le projet du bouclier d'un espace de collaboration en confrontation. La préoccupation centrale de Moscou est le nombre et le niveau de mobilité et de capacité des composants d'interception. Les militaires russes craignent en effet qu'à partir de 2015 le bouclier européen aurait un

\* voir [csotan.org/textes/texte2.php?art\\_id=536&theme=G](http://csotan.org/textes/texte2.php?art_id=536&theme=G)

Nuclear Age Peace Foundation

## Lettre ouverte sur les plans de l'OTAN de défense antimissile et sur le risque accru d'une guerre nucléaire

Aux présidents Barack Obama et Dmitri Medvedev:

Les récentes décisions des États-Unis de déployer un système intégré de missiles de défense intégré en Europe de l'Ouest, de l'Est et du Sud, conjugué à l'expansion continue de l'OTAN et de ses activités militaires, ont créé des divisions de plus en plus fortes et de la méfiance entre la Fédération de Russie et les États-Unis. Ce processus menace maintenant de détruire le nouvel accord START (New START) et d'annuler les précédents progrès vers l'élimination des armes nucléaires. Une détérioration supplémentaire des relations américano-russes pourrait entraîner un retour aux dangereuses postures nucléaires de la Guerre froide.[...]

La justification de la politique officielle des États-Unis pour ces déploiements, c'est qu'ils sont nécessaires pour se défendre contre des missiles balistiques iraniens à longue portée, missiles qui doivent encore être développés. Mais les scientifiques étatsuniens ont déclaré que les systèmes avancés de radar européens donnent aux États-Unis la «*capacité de suivre les missiles balistiques intercontinentaux russes très tôt après un lancement et de guider les intercepteurs contre eux*». Les dirigeants russes ont exprimé des préoccupations spécifiques sur le fait que le système de défense anti-missile US/Otan pourrait être utilisé dans un tel but, et ils continuent de se demander contre qui le système est dirigé.

[...] Beaucoup en Russie croient que les phases finales du déploiement du système US / OTAN de défense antimissile sont conçus pour avoir la capacité de réduire grandement ou d'éliminer la dissuasion nucléaire stratégique russe. Des progrès technologiques continus en matière de missiles hypersoniques, qui pourraient grandement améliorer les capacités des missiles intercepteurs, combinés à la possibilité que des ogives nucléaires soient installés dans des intercepteurs de missiles, ne serviront qu'à exacerber les craintes russes à propos de cette défense antimissile européenne [...]

Il n'est que naturel que la Russie considère l'OTAN comme une menace potentielle, en particulier depuis que l'OTAN s'est considérablement étendu vers l'Est, a activement recruté et inclus les anciens membres du Pacte de Varsovie, et s'est engagé dans de vastes campagnes militaires en Europe, Afrique et Asie du Sud. La combinaison de l'expansion de l'OTAN avec le déploiement d'un système massif de défense antimissile qui entoure la Russie a déclenché une vive réaction politique en Russie. Du point de vue russe, un système US / OTAN de défense antimissile en Europe sape leur force de dissuasion nucléaire, diminue la vulnérabilité des États-Unis et accroît la vulnérabilité de la Russie à une attaque nucléaire.[...]

Un retrait russe de nouveau START signifierait probablement se précipiter dans une nouvelle course aux armements nucléaires et inverser complètement le mouvement vers un monde sans armes nucléaires. Beaucoup de signataires du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) considéreraient également l'effondrement du processus New START comme une violation explicite du TNP, ce qui pourrait conduire à l'effondrement du TNP, et une prolifération nucléaire extensive.[...]

Les dirigeants des États-Unis, de l'OTAN et de la Russie doivent envisager avec sérieux la possibilité que le cours actuel des événements politiques les pousse vers un affrontement militaire éventuel. L'expansion de l'OTAN, son «parapluie nucléaire» et le système de défense antimissile aux frontières même de la Russie augmentent les chances que toute confrontation militaire conventionnelle dégénérerait rapidement en guerre nucléaire.[...]Selon de récentes études, la mise à feu des arsenaux nucléaires états-uniens et russes, qui sont prêts à être lancés, pourrait rendre la Terre pratiquement inhabitable pendant plus d'une décennie. Une telle guerre conduirait à une pénurie mondiale et à la famine pour la majeure partie de l'humanité.

Nous suggérons les mesures suivantes, à la fois comme un moyen de sortir de la crise immédiate, et pour faire progresser l'objectif d'un monde sans armes nucléaires. [...]

1. Il devrait y avoir un gel du déploiement du système de défense antimissiles US / OTAN en Europe en attendant une évaluation quantitative ouverte, conjointe américano-russe, des menaces que la défense antimissile est censé contrer, et des menaces posées par les forces nucléaires stratégiques et tactiques russes et états-uniennes. Les menaces posées par la défense antimissile et son efficacité doivent être étudiées et intégrées dans cette évaluation. Il est essentiel que cette analyse comprenne une évaluation scientifique approfondie des effets à long terme d'un conflit nucléaire sur l'environnement mondial, le climat et l'agriculture humaine.

2. Il est essentiel, non seulement pour la création d'une Europe en paix et en sécurité, mais également pour la perpétuation de la civilisation et de l'espèce humaine elle-même, que les arsenaux nucléaires prêts à être lancés soient immédiatement démantelés, que la guerre nucléaire soit évitée, et que les arsenaux nucléaires soient éliminés. C'est une priorité qui doit éclipser toutes les autres priorités, y compris ce qui est considéré comme étant des priorités de sécurité les plus pressantes des principales puissances mondiales. [...]

L'élimination des armes nucléaires ne doit pas avoir lieu dans un lointain avenir utopique, mais à une date rapprochée, comme le demande aux Nations Unies la grande majorité des gouvernements du monde, résolution après résolution. Il est assez clair que les citoyens ordinaires de tous les pays ne veulent plus vivre sous l'ombre de la destruction nucléaire imminente, et ne voit pas pourquoi des arsenaux nucléaires énormes doivent continuer à exister alors qu'ils représentent clairement un mécanisme d'autodestruction de la race humaine.

**David Krieger, President- Nuclear Age Peace Foundation, Santa Barbara , Canada**

**John Hallam, People for Nuclear Disarmament, Sydney Australia**

**Steven Starr, PSR, Missouri USA,**

**Colonel Valery Yarynich, 30 Years Soviet Missile Forces (ret)**

**Sergei Kolesnikov, Member, Russian Duma, President, Russian Section of IPPNW**

Texte complet sur [http://csotan.org/textes/texte2.php?art\\_id=586&theme=G](http://csotan.org/textes/texte2.php?art_id=586&theme=G)

*Libye, Syrie, Iran...*

## Du Meilleur des Mondes Démocratiques à la Guerre Mondiale

Beaucoup dans les partis et mouvements progressistes ont perçu dans les événements de cette année 2011, les prémices d'une toute nouvelle page de l'histoire humaine, inaugurée avec le vent des "*révolutions démocratiques*" arabes, qui, après avoir balayé indifféremment les dictatures de Tunisie, d'Égypte, et de Libye, est en train de faire tituber tous les autres "*tyrans*" : El Assad, Poutine, Ahmadinejad..., bientôt le tour de la *tyrannie communiste chinoise*, rêvent certains.

Le fameux principe de la Responsabilité de protéger (R2P) adopté solennellement par les Nations Unies en 2005 est considéré comme une grande avancée du droit international. Cette R2P et l'appui que *nos démocraties* avaient le devoir moral d'apporter à l'élan populaire démocratique forment la trame fondamentale de l'intervention en Libye et de celle en formation en Syrie.

Malgré les diversités fondamentales entre les situations de chaque pays, un amalgame global a permis de fusionner tous les événements sous le même grand concept de "*aspiration des peuples à la démocratie*". Ceux qui remettaient en question cette image se voyaient accusés de faire preuve d'un mépris vis-à-vis du peuple, voire de faire le jeu des USA en osant nier la réalité de la lutte populaire.

L'analyse de la situation hier en Libye, aujourd'hui en Syrie, est ainsi profondément déformée par cette conviction que nous sommes entrés dans une période de grands changements historiques. Alors que ce qui aurait dû être frappant, c'est plutôt la formidable continuité de la politique des pays dominants.

La R2P renvoie directement aux politiques coloniales du 19e siècle, où les motivations des colonisateurs ont toujours été présentées comme une nécessité de *protéger* les populations en périls. Au "*fardeau de l'homme blanc*", le devoir moral de lutter contre les tyrannies indigènes au nom de la civilisation, fut-ce par les bombes, s'est substitué le *devoir moral* des états démocratiques (les pays de l'Otan) de "*soutenir*" les opposants aux *régimes tyranniques*. C'est la *Responsabilité de Protéger* les Sudètes en Tchécoslovaquie, puis les populations allemandes de Pologne, qui a été l'alibi de Hitler et a précipité l'Europe dans la Seconde Guerre Mondiale.

La capacité de l'impérialisme et des services secrets de fomenter des troubles et des rébellions présentées comme populaires est un grand classique. On peut se rappeler de l'opération Ajax, où le reversement de Mossadegh

(1953) a été présenté comme le résultat de mécontentements populaires, ou du renversement de Jacobo Arbenz Guzmán au Guatemala un an plus tard sur le schéma d'un "*mouvement révolutionnaire*" (financé par la CIA). Le fait que le gouvernement renversé soit, ou ne soit pas 'progressiste', moralement adouable par la gauche européenne ou non, n'entre pas en jeu ici. Le seul point pertinent, c'est si il est ou non profitable de l'éliminer.

Enfin la manipulation de l'opinion publique de "*nos pays démocratiques*" identifiés sans états d'âme à la "*Communauté Internationale*" toute entière, est complètement niée, minimisée, ou alors soigneusement rangée dans la catégorie *erreurs du passé*. Pourtant cette manipulation médiatique est une réalité constante, et s'est à l'évidence perfectionnée avec les technologies modernes. La "*théorie du complot*" est brandie pour réduire au ridicule ceux qui évoquent ce simple fait. Peut-on verser dans l'idéalisme et imaginer que ce qui a été la réalité prégnante des services secrets durant des décennies, et qui a si bien servi, s'est soudain évaporé ?

La méconnaissance de l'histoire et la présentation idéologique démocratique empêchent de distinguer la parfaite continuité des manœuvres impérialistes, et font entrer de plein pied et tout pétri de bonne volonté dans le jeu de la "*défense des peuples et de la démocratie*", qui consiste in fine à hurler avec les loups contre les régimes qui s'opposent aux pays occidentaux.

A noter que la marche triomphale vers la Démocratie était déjà annoncée dès 2000 lors du renversement du *dictateur* (élu) Milosevic, qui avait eu l'outrecuidance de résister à l'Otan, puis avec l'avènement d'un régime démocratique en Afghanistan, et avec la chute du *dictateur* Saddam Hussein, -au prix d'un million de morts et de la destruction et la ruine de l'Irak, mais La Démocratie n'a pas de prix- En avril de cette année, la *Communauté Internationale* enfin, et les bombes françaises, imposaient à la Côte d'Ivoire ce que cette même Communauté Internationale avait décidé être le résultat indiscutable des urnes. Tout va décidément de mieux en mieux dans le meilleur des mondes démocratiques. Le XXIe siècle s'ouvre sur une période de nouvelles Lumières démocratiques, qui ressemble furieusement à la grande époque de la politique de la canonnière.

**La Libye comme expérimentation**

L'agression de la Libye a marqué un saut qualitatif important. C'est d'abord une première application officielle du

R2P par les Nations-Unies, où l'Otan se présente ouvertement comme son bras armé "naturel". On n'avait jamais ni au Kosovo, ni en Afghanistan, été aussi loin dans la confusion des genres. Cette agression a été applaudie par une série de personnes usuellement plus circonspectes, grâce en grande partie à l'illusion de la *nouvelle ère démocratique*.

Autre très grande réussite, l'anesthésie de l'opinion publique et des mouvements de paix. Alors que tous étaient appelés à s'horrorifier de bombardements de manifestants pacifiques par l'armée Kadhafi qui n'ont jamais eu lieu, il n'y a eu aucune réaction sérieuse aux faits avérés que l'Otan ait affamé, privé d'eau et de soin, bombardé durant 2 mois et détruit la ville de Syrte, qu'elle ait bombardé avec application les dépôts de produits alimentaires, pratiqué un blocus naval ; que les populations noires sont pourchassées, torturées, massacrées par les milices qu'elle a amené au pouvoir... L'information est là, et même répercutée, mais on est arrivé à la rendre complètement inoffensive.

*"Les journalistes ont pu voir un bâtiment complètement détruit, avec le Croissant Rouge à l'entrée et des produits pharmaceutiques, un brancard, des gants, des bouteilles d'oxygène éparpillées. Dans l'après-midi, les secours s'activaient en quête d'éventuels survivants. Dans une autre zone, les journalistes ont constaté que des dépôts de produits alimentaires étaient endommagés, et le 4e était en flammes. Les journalistes ont vu des centaines de sacs de riz, des tomates, de l'huile végétale partir en fumée."* (11/07/2011)

Le pays est évidemment ruiné, divisé, aux mains de bandes armées rivales, en voie de somalisation – mais l'essentiel est le mantra démocratique : "*la Libye a été libérée du joug de Kadhafi*", et tout le reste est dommage collatéral insignifiant.

**A l'assaut humanitaire de la Syrie**

On tente de rééditer l'exploit aujourd'hui avec la Syrie. De la même manière qu'avec le précédent libyen, la Commission des Droits de l'homme des Nations-Unies a ressorti des accusations d'abominations qui auraient été commises par le régime, - sans élément tangible puisque *les témoins doivent être protégés*. Autrement dit en se fiant sur la seule parole des "opposants" qui ont des intérêts évidents à provoquer une *intervention humanitaire* en leur faveur.

On peut juger de la fiabilité de ce genre de témoignages en regardant l'interview

*(Suite page 6)*

(Suite de la page 5)

par Julien Teïl du représentant de la Ligue Libyenne des Droits de l'Homme, dont les déclarations à l'ONU ont été un élément clef de la marche vers la guerre, et où il déclare benoîtement qu'il n'y avait aucune preuve de ce qu'il avançait, et que les chiffres lui avaient été fournis directement par le CNT<sup>1</sup>.

Mais rien n'y fait. La propagande continue est à ce point efficace qu'il est devenu impossible d'entendre de simples faits et témoignages qui s'éloignent de la version officielle imposée "*Bachar El Assad est un abominable tyran qui massacre son peuple qui se révolte contre lui*". Toute autre discours est littéralement inaudible, scandaleux, classifié "*défense des tyrannies*". La complexité de la réalité est reléguée à de la propagande anti-démocratie. Les informations précises sur la présence de mercenaires islamistes et le financement des rebelles armés sont disponibles, - mais c'est comme une goutte d'eau sur la carapace des certitudes démocratiques (voir encadré).

Un exemple frappant est fourni avec ces quelques journalistes qui se sont rendus en novembre en Syrie et sont revenus avec des témoignages contredisant frontalement le discours d'usage. Françoise Wallemacq, de la RTBF exprime son sentiment «*que la grande majorité des Syriens soutient encore le président Bachar El Assad, que les Syriens ont très peur d'une déstabilisation de leur pays.*» «*A Damas on a pu parler avec à peu près tout le monde dans la rue [...] les gens qu'on croisait dans la rue nous disaient qu'on mentait, que les télévisions étrangères manipulaient la réalité et que ce n'était pas ce qui se passait dans le pays.* » La journaliste évoquera encore cet "*Observatoire Syrien des Droits de l'homme*", qui est la source quasi exclusive des médias étrangers et des rapports de l'ONU: «*L'OSDH, c'est un homme basé à Londres que personne n'a jamais rencontré*»

Ce reportage aura pu être entendu... un jour. Tous les autres jours, la chaîne d'information a fidèlement répercuté la ligne officielle et les nombres de morts civils toujours fournis par ce même OSDH. Le Soir laisse entendre que les journalistes ont été *manipulés* par le régime syrien, et parle de propagande. Propagande, on fait pas ça chez nous.

Le plus affligeant est que, comme dans le cas de la Libye, ce discours est relayé par nombre de mouvements progressistes et pacifistes pour lesquels le débat n'est à aucun instant la remise en cause de la manipulation médiatique, mais plutôt le remplacement des bombes par des sanctions économiques - sans arri-

ver à réaliser par ailleurs la nature réellement criminelles de ces mesures pour la population, et le fait qu'elles préparent toujours la guerre active.

"*Le peuple est en révolution*", "*le peuple lutte pour la démocratie*", on ne peut pas remettre la doxa en question. Et certainement pas pour demander qui est exactement "*le peuple*" que l'on prétend "*soutenir*". Avec quelle arrogance dénie-t-on la qualité de "peuple syrien" aux gens qui manifestent par millions contre la déstabilisation du pays ?

Lorsqu'un mouvement de Paix en arrive à appeler à "*agir*" pour soutenir le combat du peuple syrien contre la féroce répression qui le frappe, on peut apprécier à quel point la travail de la propagande a été remarquable, et à quel degré de préparation psychologique à la prochaine *juste guerre* on est parvenu.

#### Vers une guerre de grande ampleur?

L'Afrique vient d'être bien verrouillée, avec les interventions en Côte d'Ivoire, et en Libye, suivant la partition du Soudan. En septembre, on apprenait que les USA bâtissaient, dans la Corne de l'Afrique et dans la Péninsule arabique, un réseau de nouvelles bases pour des drones. *The Economist* écrivait en 2010 que le Président ougandais «*...semblait ébloui par les promesses des Chinois de les aider à construire une raffinerie de pétrole et à produire des plastiques et des engrais à partir du pétrole.... Plusieurs gouvernements et compagnies occidentaux veulent arrêter la progression de la Chine dans le bassin du Congo avec ses immenses réserves de minéraux et de bois*». En octobre 2011, des forces spéciales US étaient envoyées en Ouganda.

Les accusations s'accroissent à nouveau contre l'Iran, terrorisme, droits de l'homme, course à l'arme nucléaire.... «*Le secrétaire à la Défense US et le président des chefs d'état-major ont déclaré tous deux que les États-Unis vont "maintenir une forte présence militaire dans la région, en partie comme contrepoids à l'Iran."* [...]. *L'administration et l'armée tentent de favoriser une nouvelle "architecture de sécurité" pour le Golfe Persique qui intégrerait les patrouilles aériennes et navales et la défense antimissile.* »

Les infos sur le départ des troupes en Afghanistan occultent le fait que la *Loya Jirga* de novembre a accepté l'établissement pour une présence indéfinie de bases militaires US sur le territoire afghan.

En novembre, le président étatsunien annonçait que les USA allaient renforcer leur présence militaire en Australie. Le mois suivant, Hilary Clinton reprenait pied au Myanmar, misant apparemment

sur un prochain retournement *démocratique* de cet allié de la Chine.

Les USA et les autres pays de l'Otan sont en train de placer fébrilement leurs pions sur l'échiquier du monde. Les agressions de la Libye et celle en gestation de la Syrie pourraient bien n'être que les premiers jalons d'une confrontation militaire globale, qui, comme dans les années 30 coïnciderait avec une tentative de sortie d'une crise financière particulièrement profonde. Au nom de "*La Démocratie*" bien entendu, - alors même que cette crise est en train de faire apparaître la démocratie comme une notion de plus en plus évanescence dans les pays de "*Alliance des Démocraties*", où le citoyen a tout juste la liberté de choisir quel représentant viendra nous expliquer que "*les Marchés nous imposent de...*". Et que non, il n'est décidément pas discutable de sortir de cette Alliance qui nous mène droit à la guerre.

**Roland Marounek**

#### Des révolutions populaires bien encadrées...

L'envoyé en Syrie du journal espagnol ABC, pourtant aussi favorable que les autres médias à la cause de la "lutte du peuple Syrien pour la liberté", y a croisé trois lieutenants du jihadiste d'al-Qaida Abdelhakim Belhadj, le libérateur de Tripoli venus évaluer les besoins des frères révolutionnaires Syriens

« *Il y a peu, Harati [le mercenaire libyen croisé par le journaliste] a été impliqué dans un épisode étrange quand, selon ses propres dires, une bande de voleurs a pénétré à son domicile [de Dublin], s'emparant d'une grande quantité de bijoux et de 200 000€. Harati a déclaré à la police que beaucoup d'argent lui avait été donné par un agent de la CIA pour financer la lutte de son organisation contre Kadhafi. Le combattant avait laissé ces 200000€ à sa femme au cas où il lui arriverait quelque chose, et avait emporté le reste en Libye.* » (ABC, traduit de l'espagnol sur [www.silviacattori.net/article2537.html](http://www.silviacattori.net/article2537.html))

On apprend, en passant, le financement par la CIA d'une révolution supposée être spontanée et pacifique, issue du peuple...

## La Sardaigne, poubelle de l'Otan et du complexe militaro-industriel

***Dans ALERTE OTAN n°42, nous rendions compte d'une rencontre-débat à Bruxelles, organisée à l'initiative de plusieurs associations italiennes sur « le cas de la Sardaigne – le polygone de la mort ». A la mi-octobre, Carla Goffi (Mouvement Chrétien pour la Paix) et Ria Verjauw (Coalition pour l'abolition des armes à uranium) ont rejoint en Sardaigne les militants en lutte contre la militarisation de l'île. L'article ci-dessous est un résumé de leur témoignage.***

Sur les bords enchantés de la Méditerranée, derrière le rideau invisible des radiations nucléaires émises suite à l'usage d'armes à l'uranium, est apparu un immense paysage de désolation, pleins de secrets maléfiques. Plançons le décor. C'est en Sardaigne. Là, un territoire d'une superficie de 35.000 hectares est loué aux installations militaires. Sur l'île, on trouve des polygones de tir (Perdasdefogu), des exercices de feu (capo Teulada), des polygones pour exercices aériens (capo Frasca), des aéroports militaires (Decimomannu) et des dépôts de carburant (dans le cœur de Cagliari, alimentés par une conduite qui traverse la ville, sans compter de nombreuses casernes et sièges de commandement militaire (Aéronautique, marine) Il s'agit d'infrastructures des forces armées italiennes et de l'Otan.

Quelques chiffres : le polygone de Salto de Quirra- Perdasdefogu (Sardaigne orientale) de 12.700 hectares et le polygone de Teulada de 7.200 hectares sont les deux polygones italiens les plus étendus, alors que le polygone Otan de Capo Frasca (côte occidentale) en compte 1.400. A cela on doit ajouter l'ex-base Otan de 'la Maddalena', à jamais polluée. Pendant les exercices militaires, on y interdit la navigation et la pêche sur une étendue marine de plus de 20.000 km<sup>2</sup>, une superficie presque égale à celle de la Sardaigne.

Que découvre-t-on ? Cette vallée de Quirra, l'une des zones les plus belles et encore sauvages de la Sardaigne, a été transformée en coffre-fort de poisons à ciel ouvert. Pendant des années on a mis le couvercle sur la marmite des "*poudres de guerre*" qui a décimé nombre d'habitants et militaires qui vivaient et travaillaient dans le polygone et les villages des environs. Mais maintenant, grâce à un Procureur, Domenico Fiordalisi, déterminé à suivre les plaintes des nombreuses victimes, la vérité commence à percer. Les "*secrets*" sont enfin en train de se dévoiler à la lumière de la justice.

Accusés de "*désastre environnemental*", trois généraux jadis au commandement dans le polygone de Quirra, deux techniciens et un chercheur universitaire sont actuellement inculpés par le procureur qui enquête, depuis plusieurs mois, sur les décès par cancer de plusieurs habitants de la zone de Quirra et sur des malformations de nouveau-nés et du bétail. On s'attend à d'autres inculpations, vu le désastre environnemental et humain qui, depuis des années, frappe la Sardaigne.

Tout a commencé en 1956, lorsque le gouvernement italien décida d'installer, au beau milieu d'une zone d'incomparable beauté, où poussent les vignes, le myrte, les orangers et qui se termine sur une plage encore épargnée par les constructions, un polygone de tir, centre d'expérimentation de missiles, théâtre de "*war games*" grandeur nature et de destruction à ciel ouvert d'armes obsolètes des dernières guerres. Le polygone est aussi loué à des firmes d'armement privées, à l'Otan, et à des armées diverses du monde entier, notamment Israël. Pendant des années, les habitants affirment avoir vu de mystérieux camions, venant de « *l'étranger* », entrer dans le polygone, et y déverser de l'armement obsolète qu'on fait ensuite exploser à ciel ouvert. Pendant des années, des gardes forestiers, ont constaté les maladies des bergers et du bétail, les brebis qui sautaient sur des armes, encore en état de fonctionnement, éparpillées partout dans les champs et sur la plage.

Les plus importantes firmes d'armement connues (Aérospatial, Orlikon-contraves, Finmeccanica) louent encore actuellement cet espace naturel, afin d'y exécuter leurs expérimentations au prix de 1 million d'euros par jour, somme qui est versée directement à l'Etat Italien. A la Sardaigne restent les cancers et les enfants malformés. Alors qu'on parle de 28 enfants actuellement malades et de 36 militaires décédés dans la base, les autorités militaires nient toujours la réalité, en faisant état d'études, commandées par elles et exécutées par des universités, qui ont délivré des certificats de "*propreté environnementale*".

(Suite page 11)

1. [www.laguerrehumanitaire.fr](http://www.laguerrehumanitaire.fr)